



**PRÉFET
DE LA RÉGION
PAYS DE LA LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**ARRÊTÉ
portant décision d'examen au cas par cas
en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement**

**Projet de boisement de terres agricoles
sur la commune de Saint-Martin-des-Noyers (85)**

Le préfet de la région Pays de la Loire

- Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;
- Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3 ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu l'arrêté du ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer en date du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement ;
- Vu l'arrêté du préfet de région n°2021/SGAR/DREAL/30 du 1^{er} mars 2021 portant délégation de signature à madame Annick BONNEVILLE, directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire ;
- Vu la demande d'examen au cas par cas n°2021-5485 relative au projet de boisement de terres agricoles sur la commune de Saint-Martin-des-Noyers, déposée par monsieur Christophe GOURAUD maire de la commune et considérée complète le 26 juillet 2021 ;

Considérant que le projet consiste en la plantation de 1,2 hectare de terres agricoles d'une parcelle communale de Saint Martin-des-Noyers de référence cadastrale ZM 0023 , de 4 bosquets paysagers sur la parcelle ZM 0022 et d'une haie bocagère de 100 m ;

Considérant que les parcelles du projet sont situées en zone naturelle (N), du plan local d'urbanisme intercommunal du Pays de Chantonnay en continuité de boisements existants ;

Considérant que l'emprise du projet n'est concernée par aucun périmètre d'inventaire ou protection réglementaire au titre du patrimoine naturel ou paysager, ni par des périmètres de protection de l'eau destinée à la consommation humaine ;

Considérant que l'objectif du projet est de favoriser la biodiversité avec la mise en place d'essences sélectionnées pour permettre de favoriser la diversité floristique et faunistique dans un secteur où existait encore il y a quelques années une peupleraie dépérissant et de conserver les espèces adaptées aux zones humides ; que le projet contribuera également au stockage de carbone du territoire ;

Considérant que l'entretien des cloisonnements sylvicoles se fera par fauchage ou par broyage, qu'il n'y aura pas recours à des produits phytopharmaceutiques ni à l'arrosage ;

Considérant que le projet de boisement s'inscrit dans le cadre du plan « Vendée biodiversité et climat » porté par le Conseil Départemental de Vendée à destination des collectivités ;

Considérant que pour l'élaboration de ce projet il est tenu compte de la directive régionale d'aménagement (DRA) et du schéma régional d'aménagement (SRA) des forêts du bassin ligérien ;

Considérant toutefois que les pollens du chêne pédonculé retenu comme essence principale pour le boisement sont très allergisants, qu'aussi la proportion de cette essence au sein du projet nécessite d'être réinterrogée, ceci dans la mesure où des parcelles à planter se trouvent à proximité d'habitations et d'entreprises ;

Considérant ainsi qu'au regard des éléments fournis, ce projet, par sa localisation et ses impacts, n'est pas de nature à justifier la production d'une étude d'impact.

ARRÊTE :

Article 1er :

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, le projet de boisement de terres agricoles sur la commune de Saint-Martin-des-Noyers, est dispensé d'étude d'impact.

Article 2 :

Le présent arrêté, délivré en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autres autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas est exigible si ledit projet, postérieurement à la présente décision, fait l'objet de modifications susceptibles de générer un effet notable sur l'environnement.

Article 3 :

La directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à monsieur Christophe GOURAUD maire de la commune de Saint-Martin-des-Noyers et publié sur le site Internet de la DREAL des Pays de la Loire, rubrique connaissance et évaluation puis, évaluation environnementale.

Fait à Nantes, le

Pour le préfet de région Pays de la Loire
et par délégation,
la directrice régionale de l'environnement
de l'aménagement et du logement,

Délais et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Lorsqu'elle soumet un projet à étude d'impact, la présente décision peut également faire l'objet d'un recours contentieux formé dans les mêmes conditions. Sous peine d'irrecevabilité de ce recours, un recours administratif préalable est obligatoire (RAPO) conformément aux dispositions du V de l'article R. 122-3 du code de l'environnement.

Ce recours suspend le délai du recours contentieux.

Le recours gracieux ou le recours administratif préalable doit être adressé à :

Monsieur le préfet de la région Pays de la Loire

Adresse postale : DREAL Pays de la Loire, SCTE/DEE, 5 rue Françoise Giroud – CS 16 326 – 44263 Nantes Cedex2

Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du recours administratif préalable.

Il doit être adressé au Tribunal administratif territorialement compétent.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens à partir du site www.telerecours.fr